



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 14 mars 2022

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Activités économiques : les indicateurs conjoncturels pour la Chine affichent une reprise de l'économie entre janvier et février, au-delà des prévisions du marché

Crédits et masse monétaire : la croissance des agrégats de financement ralentit à +10,2 % en février

Banque et finance [\(ici\)](#)

Marché boursier : intervention publique des autorités pour rassurer les marchés

Immobilier : accélération du ralentissement du marché immobilier au début de l'année 2022

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relations US-Chine : les autorités américaines révoquent la licence de l'entreprise chinoise de télécommunications Pacific Networks

Investissements sortants : publication du bilan 2021 de Business France sur les investissements internationaux en France

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Economie numérique : le discours du vice-Premier ministre Liu He signalerait la finalisation prochaine de la reprise en main du numérique, ainsi qu'une possibilité de conditions plus souples pour les cotations d'entreprises chinoises à l'étranger

Economie numérique : la charge de la protection des mineurs en ligne incombe majoritairement aux plateformes, mais s'inscrit dans un effort commun

Economie numérique : l'Administration d'Etat pour la réglementation du marché (SAMR) se félicite de son premier bilan 2021

Semi-conducteurs : la Commission nationale de réforme et de développement (NDRC) finalise la liste d'entreprises remplissant les conditions pour des abattements fiscaux

Internet : l'Internet Society of China inaugure la première réunion de son Comité de travail sur la gouvernance d'internet

International : ZTE est convoqué devant un tribunal fédéral américain en raison d'une possible infraction à sa période de probation, qui doit prendre fin le 22 mars

Matières premières : les échanges au London Metal Exchange (LME) reprennent après la flambée des cours du nickel, consécutive aux spéculations du groupe Tsingshan

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Transport aérien : Shanghai interdit les vols internationaux des compagnies chinoises jusqu'au 1^{er} mai

Marché carbone : alors que le deuxième cycle de conformité débute et que l'extension du marché se précise, la lutte contre la fraude sur les données d'émissions demeure une préoccupation réelle pour les autorités

Urbanisation : publication du 14^e plan quinquennal pour le développement technologique de la planification urbaine et de la construction

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Shanghai : accélération du lancement des applications liées au métavers

Jiangsu : le taux d'urbanisation dans le sud du Jiangsu a atteint 82,6 %

Shanghai : le premier partenaire commercial de Shanghai est l'Union européenne

Chengdu-Chongqing : la CAAC veut faire des deux villes un ensemble aéroportuaire « de classe mondiale »

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Emploi : le taux de chômage progresse en février 2022, atteignant désormais 4,5 %

Départs : la tendance s'accélère au cours des deux premières semaines de mars

Bourse : les entreprises chinoises cotées à Hong Kong enregistrent leur plus forte baisse journalière depuis 2008, avant de rebondir en milieu de semaine

Macao

Tourisme : baisse du nombre de visiteurs de 5,6 % en février

Taiwan [\(ici\)](#)

Taux d'intérêt : la CBC relève ses taux directeurs et revoit ses prévisions de croissance à la hausse

Croissance : impact négatif anticipé de la hausse du prix du pétrole sur l'économie taiwanaise

Energie : Taiwan juge stable son approvisionnement en GNL, malgré les sanctions économiques contre la Russie

Secteur financier : forte rentabilité des fonds de pensions en 2021 grâce aux valeurs de la Tech

Guerre en Ukraine : la Ministre de l'économie évoque le retrait potentiel d'Asus de Russie

Semi-conducteurs : GlobalWafers annonce la construction d'une nouvelle usine de wafers en Italie

Covid-19 : Foxconn ferme son site à Shenzhen en raison du confinement

Chine continentale

Conjoncture

Activités économiques : les indicateurs conjoncturels pour la Chine affichent une reprise de l'économie entre janvier et février, au-delà des prévisions du marché

Nota Bene : la Chine publie normalement des données économiques sur une base mensuelle. Mais elle combine le bimestre de janvier et février en une seule unité, en raison de la variabilité des vacances du nouvel an chinois.

[La production industrielle \(en valeur ajoutée\)](#) s'accroît de +7,5 % en g.a. sur la période janvier-février (contre +4,3 % en g.a. en décembre 2021). Cette hausse est liée à l'accélération de la croissance de l'exploitation minière (+9,8 % sur les deux premiers mois contre +5,3 % en g.a. en décembre), sous l'effet de la politique de « garantie de l'approvisionnement et stabilisation du prix » de l'énergie et des matières premières. Par contre, la production du secteur manufacturier et la production et l'approvisionnement en électricité, en énergie thermique, en gaz et en eau enregistrent respectivement des ralentissements de croissance à +7,3 % et +6,8 % entre janvier et février (contre +9,8 % et +11,4 % en décembre).

[Les investissements bruts en capital fixe](#) augmentent de +12,2 % en g.a. sur les deux premiers mois (contre +4,9 % en g.a. sur l'année 2021). Concrètement : entre janvier et février, les investissements en infrastructures et les investissements manufacturiers rebondissent largement en affichant respectivement des hausses de +8,1 % et +20,9 % (contre +0,4 % et +13,5 % sur l'année 2021) avec l'accélération des émissions de SPB exigée par le gouvernement central, tandis que la croissance des investissements immobiliers continue de se ralentir à +3,7 % (contre +4,4 % en g.a. sur l'année 2021), sous les effets des restrictions pesant sur le secteur immobilier malgré un certain assouplissement depuis ces derniers mois.

[Les ventes au détail](#) rebondissent fortement de +6,7 % en g.a. entre janvier et février (contre +1,7 % en g.a. fin 2021), principalement en raison de la demande accrue pendant le nouvel an chinois, notamment dans la restauration (+8,9 % en g.a. contre -2,2 % en décembre), la consommation de l'or, l'argent et les bijoux (+19,5 % en g.a.), la consommation du tabac et de l'alcool (+13,6 % en g.a.) et du pétrole à cause de la flambée du prix (+25,6 % en g.a.). Hors secteur automobile qui enregistre une croissance de +3,9 % en g.a. sur les deux premiers mois, les ventes au détail augmentent de +7,0 % sur janvier-février 2022.

En outre, [le taux de chômage urbain](#) s'accroît de 5,3 % en janvier à 5,5 % en février, avec 1,63M de nouveaux emplois créés sur les deux premiers mois, l'objectif fixé pour l'année 2022 lors des Lianghai au début mars étant la création de plus de 11M de nouveaux emplois urbains et un taux de chômage urbain maintenu en-dessous de 5,5 %. Le taux de chômage sur le segment des 16-24 ans se maintient à haut niveau à 15,3 % en février et serait confronté à une plus grande pression en 2022 étant donné que les nouveaux diplômés atteindront 10,76M de personnes (en croissance de 1,67M par rapport à l'année 2021), selon l'estimation du NBS.

Nota Bene : le chiffre de création de nouveaux emplois ne permet pas d'appréhender la situation réelle du marché du travail, compte tenu des nombreux emplois détruits et en particulier dans les services, consécutivement à la pandémie. De manière comparable, le taux de chômage urbain ne reflète pas parfaitement le marché du travail,

n'intégrant pas les données relatives aux travailleurs migrants, qui jouent le rôle de variable d'ajustement du marché du travail.

Crédits et masse monétaire : la croissance des agrégats de financement ralentit à +10,2 % en février

[Selon les statistiques préliminaires publiées par la PBoC](#), la croissance de l'encours de financement de l'économie hors administrations publiques (« Total social financing », TSF) ralentit à +10,2 % en g.a. en février (contre +10,5 % en g.a. à fin janvier). Cette évolution est principalement due à :

- i) le fléchissement de la croissance du composant principal - l'encours des crédits bancaires à 11,2 % en g.a. (contre +11,6 % en g.a. en janvier) ;
- ii) la forte contraction de l'encours des acceptations bancaires à -24,7 % en g.a. en février (contre -12,9 % en g.a. en janvier) ;
- iii) le ralentissement de la croissance de l'encours des actions des entreprises à +14,8 % en g.a. en février (contre +15,3 % en g.a. en janvier)

En revanche, les croissances de l'encours des obligations des entreprises et de l'encours des obligations gouvernementales s'accroissent respectivement à +10,1 % et +16,3 % en g.a. en février (contre +9,4 % et +15,9 % en janvier), compte tenu de la stagnation du marché obligataire chinois à la suite d'une série de défauts des SOE à la même période de l'année dernière, et un quota de SPB de l'année 2022 (1460 Mds RMB) a été accordé par avance aux certaines provinces à la suite de l'appel de la Conférence Centrale sur le Travail Economique à mi-décembre.

Dans le détail, le fléchissement de la croissance de l'encours des crédits bancaires s'explique notamment par :

- i) les nouveaux crédits aux ménages à court terme qui s'abaissent de -291 Mds RMB en février (contre +101 Mds RMB en janvier), reflétant toujours une atonie de la consommation interne ;
- ii) les nouveaux prêts aux ménages à moyen et long terme qui se contractent, pour la première fois depuis 15 ans, de -46 Mds RMB en février (contre +742 Mds RMB en janvier et +411 Mds RMB en février 2021), malgré l'assouplissement des crédits bancaires immobiliers par les autorités chinoises depuis fin de l'année précédente ;
- iii) les nouveaux crédits aux entreprises à moyen et long terme augmentent seulement de +505 Mds RMB en février (contre +2100 Mds RMB en janvier et +1100 Mds RMB en février 2021), la demande de crédits et l'envie d'investissements des entreprises restant encore faibles malgré une série de mesures d'assouplissement monétaire depuis fin 2021 (la réduction du RRR des institutions financières à mi-décembre ; la diminution du taux d'intérêt général à mi-janvier).

Par contre, l'encours des dépôts bancaires s'accroît de +9,8 % en g.a. en février (contre +9,2 % en g.a. en janvier), en raison de l'augmentation des dépôts par les entreprises (+139 Mds RMB contre -1400 Mds RMB en janvier et -2420 Mds RMB en février 2021), des institutions financières non-bancaires (+1390 Mds RMB contre -184 Mds RMB en janvier) et les administrations publiques (+600 Mds RMB contre +585 Mds RMB en janvier et -848 Mds RMB en février 2021). Au contraire, les dépôts des ménages s'abaissent de -292 Mds RMB en février (contre +5410 Mds RMB en janvier et +3260 Mds RMB en février 2021).

La croissance de l'agrégat de masse monétaire M2 se ralentit également à +9,2 % en g.a. en février (contre +9,8 % en g.a. à fin janvier).

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Marché boursier : intervention publique des autorités pour rassurer les marchés

Les cours de bourse du marché action en Chine continentale ont chuté de 5 % le 15 mars, soit la plus forte baisse journalière depuis février 2020. Le montant des pertes depuis le début de l'année s'élève à près de 20 %. Au total au 17 mars, les *Stock Connects* avec Hong Kong ont enregistré des sorties nettes de capitaux depuis sept jours consécutifs, pour un montant total d'environ 67 Mds RMB (10,6 Mds USD). Ces baisses sont intervenues malgré la publication le 15 mars d'une série de chiffres macroéconomiques encourageants pour le début 2022. Le conflit russo-ukrainien, la propagation de l'épidémie de Covid19 (des mesures de confinement complet sont mises en œuvre dans plusieurs villes y compris Shenzhen), l'anticipation de la hausse des taux d'intérêt par la Fed et le risque croissant de radiation de certaines entreprises chinoises cotées aux Etats-Unis sont les principaux facteurs affectant le marché boursier.

Le 10 mars, cinq sociétés chinoises cotées à New York (Yum China, BeiGene, Zai Lab, Hutch Med, ACM Research) ont été désignées par les régulateurs américains comme les premières de 270 groupes risquant une radiation, devant l'absence de communication d'audit détaillé des états financiers. L'indice *Nasdaq Golden Dragon China*, qui suit plus de 90 actions chinoises cotées aux Etats-Unis, a clôturé en baisse de 10,18 % le 11 mars, soit la plus forte chute depuis octobre 2008, suivant une tombe de 10 % le 10 mars. L'indice a perdu 34 % cette année après avoir chuté de 43 % en 2021.

Face à cette situation, le 16 mars, le Comité de la stabilité financière et du développement du Conseil des affaires d'Etat a tenu [une réunion spéciale pour étudier la situation économique et celle des marchés de capitaux](#). La réunion était présidée par Liu He, membre du Bureau politique du Comité central du PCC, vice-Premier ministre du Conseil des Affaires d'Etat et directeur du Comité de la stabilité financière et du développement. La communication à l'issue de cette réunion indique :

- i) **le fonctionnement macroéconomique** : il faut « mettre en œuvre les décisions et les dispositions du Comité central du PCC », « répondre de manière proactive en matière de la politique monétaire » et « maintenir une croissance modérée des nouveaux prêts ». Il semble qu'un assouplissement monétaire soit envisagé.
- ii) **les entreprises immobilières** : il est nécessaire « de rechercher et de proposer à temps des plans de réponse effectifs et efficaces pour prévenir et désamorcer les risques », et de « proposer des mesures pour la transition vers un nouveau modèle commercial pour les promoteurs ».
- iii) **China Concepts Stock** : les régulateurs de la Chine et des Etats-Unis ont « maintenu une bonne communication et ont fait des progrès positifs », et « travaillent à l'élaboration d'un plan de coopération spécifique ». Le gouvernement chinois « continue de soutenir divers types d'entreprises à s'inscrire en bourse à l'étranger ».
- iv) **la gestion économique des « sociétés de plate-forme »** (平台公司, notamment les **big tech companies**) : les régulateurs concernés doivent « améliorer les plans établis conformément aux principes de commercialisation, de légalisation et d'internationalisation », et « faire progresser et achever régulièrement le travail de rectification des grandes sociétés de plate-forme par le biais de normes standardisées, transparentes, et une supervision prévisible ».
- v) **la stabilité du marché financier à Hong Kong** : les régulateurs de la Chine continentale et de Hong Kong devraient renforcer la communication et la coopération.

La réunion a également souligné que les régulateurs concernés devraient « sérieusement assumer leurs propres responsabilités », « introduire activement des politiques favorables au marché » et « introduire prudemment des politiques restrictives ». Il faudra « répondre en temps opportun aux questions brûlantes qui préoccupent le marché ». Toute politique ayant un impact significatif sur le marché des capitaux doit être « coordonnée à l'avance » avec les régulateurs de gestion financière afin de maintenir la stabilité et la cohérence des attentes politiques.

La PBoC, le MOF, la CBIRC et la CSRC ont tous fait écho à cette communication le jour même. La Banque centrale a annoncé renforcer la prévention des risques sur le marché immobilier. La CBIRC a encouragé les filiales de gestion de patrimoine des banques, les sociétés de fiducie et les compagnies d'assurance à aider à stabiliser le marché des capitaux en augmentant les investissements en actions. La CSRC a déclaré qu'elle encouragerait les sociétés cotées à racheter leurs actions et les sociétés de fonds d'investissement à acheter des actions pour soutenir les cours ; et qu'elle continuerait à améliorer la communication avec les régulateurs américains pour parvenir à « un accord sur la coopération en matière d'audit entre la Chine et les Etats-Unis dès que possible ». Elle renforcera également la coopération entre les marchés des capitaux du continent et de Hong Kong. Par ailleurs, pour attirer des investisseurs, *China Securities Depository and Clearing Co.* a décidé de réduire le ratio de réserves pour les règlements d'actions de 18 % à 16 % (de la valeur des actions achetées pendant le mois précédent par jour ouvré) et de supprimer les frais d'enregistrement pour les sociétés enregistrées à Tianjin, Shenzhen, Shanghai et des provinces telles que la Mongolie intérieure, Jilin, Shandong, Henan et Shaanxi à partir d'avril.

S'agissant de la relation au régulateur américain, les autorités chinoises ont annoncé être en train de clarifier le dispositif interdisant actuellement aux régulateurs étrangers de mener des enquêtes en Chine. D'après la presse, les régulateurs en Chine prépareraient une « approche plus nuancée » pour définir les informations sensibles accessibles aux auditeurs étrangers.

Les marchés financiers ont rapidement réagi à ces annonces favorables, les indices boursiers de la Chine continentale rebondissant d'environ 3,5 % et l'indice *Nasdaq Golden Dragon China* de près de 33 %.

Indices boursiers	CSI 300	Shanghai Composite	Shenzhen Composite	ChiNext	STAR 50	Hang Seng	Nasdaq Golden Dragon China
11/03/2022	0,3%	0,4%	0,6%	1,0%	0,7%	-1,6%	-10,2%
14/03/2022	-3,1%	-2,6%	-2,9%	-3,3%	-3,0%	-5,0%	-11,7%
15/03/2022	-4,6%	-4,9%	-4,6%	-3,5%	-2,9%	-5,7%	5,0%
16/03/2022	4,3%	3,5%	3,6%	4,4%	2,9%	9,1%	32,9%
17/03/2022	2,0%	1,4%	2,4%	2,9%	1,5%	1,8%	-4,6%

Immobilier : accélération du ralentissement du marché immobilier au début de l'année 2022

Sur le bimestre janvier-février 2022, la croissance des investissements immobiliers ralentit à +3,7 % en g.a. (contre +4,4 % en g.a. sur l'année 2021). En particulier, l'investissement immobilier résidentiel enregistre une croissance de +3,7 % en g.a. S'agissant des ventes immobilières, en termes de superficie vendue, elles enregistrent une forte contraction à -9,6 % en g.a. (contre +1,9 % en g.a. sur l'année 2021). En particulier, les ventes pour les biens résidentiels chutent de 13,8 % en g.a. En termes de chiffre d'affaires, elles plongent à -19,3 % en g.a. (contre +4,8 % en g.a. pour l'année 2021). En particulier, les ventes pour les biens résidentiels chutent de 22,1 % en g.a.

En février, en glissement mensuel, les prix des logements anciens dans les principales villes chinoises (Pékin, Shanghai, Shenzhen et Canton) enregistrent un rebond à +0,5 % en g.m. Dans les 31 villes de rang 2 et les 35 villes de rang 3, les contractions des prix des logements anciens s'établissent respectivement à -0,3 % et -0,4 % en g.m. En février, en glissement annuel, les prix des logements anciens dans les principales villes chinoises (Pékin, Shanghai, Shenzhen et Canton) enregistrent une croissance à +3,5 % en g.a., alors que dans les 31 villes de rang 2, les prix des logements anciens enregistrent une augmentation de +0,3 %, les prix dans les 35 villes de rang 3 baissent de 1,3 % en g.a.

Le NBS fournit un nouvel indicateur relatif aux sources de financement des promoteurs immobiliers, qui confirme la poursuite de leurs difficultés à se financer. Sur le bimestre janvier-février 2022, les fonds dont disposaient les promoteurs immobiliers s'élèvent à 2 514 Mds RMB, en baisse de 17,7 % en g.a. Ces fonds comprennent : les prêts octroyés par les institutions financières chinoises (410 Mds RMB, en baisse de 21,1 % en g.a.), les fonds provenant de capitaux étrangers (probablement prêts et obligations *offshore*, à hauteur de 700 M RMB, en baisse de 27,4 %) ; les fonds levés par les promoteurs eux-mêmes (dont émissions d'obligations et actions, à hauteur de 776 M RMB, en baisse de 6,2 %) ; les dépôts et recettes perçues de manière anticipée (803 Mds RMB, en baisse de 27 %) et les prêts hypothécaires (i.e. les prêts contractés par les ménages pour l'achat de biens immobiliers, directement transmis par les banques aux promoteurs pour financer leurs projets, à hauteur de 412 Mds RMB, en baisse de 17 %).

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Relations Chine-US : les autorités américaines révoquent la licence de l'entreprise chinoise de télécommunications Pacific Networks

Le 16 mars, la Commission fédérale des communications des Etats-Unis (FCC) a [annoncé](#) la révocation de la licence de services internationaux de télécommunication de l'entreprise chinoise Pacific Networks et de sa filiale en propriété exclusive ComNet, obligés de mettre fin à leurs opérations aux Etats-Unis dans un délai de 60 jours. Le régulateur américain a justifié cette décision en évoquant le risque posé pour la sécurité nationale des Etats-Unis du fait que ces sociétés soient contrôlées par une société publique chinoise, CITIC Group Corp.

En réaction à cette décision, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a [accusé](#) les Etats-Unis d'abuser du principe de sécurité nationale pour « entraver les entreprises chinoises ».

Le 2 février, le régulateur américain avait prononcé une décision similaire à l'égard de l'entreprise China Unicom, révoquant la licence du géant chinois des télécommunications au motif qu'il présenterait des risques pour la sécurité nationale des Etats-Unis, l'obligeant à mettre fin à ses opérations aux Etats-Unis d'ici le 4 avril 2022 ([voir les brèves de la semaine du 14 février 2022](#)). Le 26 octobre 2021, la FCC avait révoqué la licence de la filiale américaine de China Télécom au même motif ([voir les brèves de la semaine du 25 octobre 2021](#)).

Investissements sortants : publication du bilan 2021 de Business France sur les investissements internationaux en France

Le 14 mars, Business France a publié son [bilan 2021](#) sur les investissements internationaux en France. Sur les 1607 nouvelles décisions d'investissement recensées en 2021, 53 (soit 3 % des nouveaux projets) proviennent d'entreprises chinoises, soit autant de que l'année précédente (contre +32 % en nombre depuis le reste du monde). Ces investissements permettraient de créer ou maintenir 2169 emplois (soit 5 % des emplois créés ou maintenus par des investissements étrangers en 2021), en hausse de 28 % par rapport à 2020, sensiblement en dessous de la croissance totale de 30 % d'emplois créés ou maintenus grâce aux investissements étrangers.

Le rapport met par ailleurs en lumière la décision de juin 2021 de l'entreprise chinoise Envision-AESC¹ d'investir près de 800 M€ pour son projet d'usine de production et d'assemblage de batteries pour véhicules électriques à Douai (Hauts-de-France). Ce projet de « gigafactory » comprenant la construction d'un site de 9GWh entre 2022 et 2024, ainsi qu'une extension de la capacité de production pouvant atteindre 30GWh à l'horizon 2030. Ce projet devrait créer 1000 nouveaux emplois avant fin 2024, et 2500 à 3000 recrutements au total sur le territoire français d'ici 2030.

Retour au sommaire ([ici](#))

¹ Filiale du groupe chinois Envision

Industrie et numérique

Economie numérique : le discours du vice-Premier ministre Liu He signalerait la finalisation prochaine de la reprise en main du numérique, ainsi qu'une possibilité de conditions plus souples pour les cotations d'entreprises chinoises à l'étranger

Au cours d'une réunion du Comité de stabilité et de développement financier (FSDC), qu'il préside, le vice-Premier ministre [Liu He a indiqué](#) que le gouvernement prendrait des mesures pour « [stimuler l'économie durant le premier trimestre](#) », et introduirait des « politiques favorables au marchés » (*voir par ailleurs : section banque et finance*).

Dans le numérique, les deux annonces les plus fortes concernent la reprise en main du secteur, à l'œuvre depuis fin 2020. Liu He a indiqué que la rectification des plateformes du numérique devrait s'accélérer puis se finaliser, en s'assurant de la clarté et de la transparence des politiques d'une part ; et affirmé son soutien aux entreprises chinoises souhaitant être cotées à l'étranger d'autre part. Ce second point était, jusqu'à récemment, empreint d'incertitudes : après le retrait de Didi Chuxing au NYSE en juillet 2021, un audit de cybersécurité est désormais [requis pour les entreprises disposant des données de plus d'un million d'utilisateurs](#) en amont d'une cotation à l'étranger. Alors que l'*US Securities and Exchange Commission* (SEC) a annoncé le possible retrait de [cinq entreprises chinoises](#)² du NYSE et du NASDAQ en cas de non-soumission de leurs audits durant trois années consécutives le 10 mars, Liu He s'est engagé, lors de son discours le 16 mars, à parvenir à une solution sur la question des audits, [en lien avec les régulateurs américains](#). Pour la plupart des analystes, ces deux inflexions signalent une « fin » prochaine de la « répression » envers les entreprises de plateformes.

Ces changements s'expliquent plus largement par la volonté de stabiliser les marchés des capitaux et l'économie (mot d'ordre des *Lianghui* qui se sont tenus du 4 au 11 mars 2022), les travaux pour rectifier les externalités négatives posées par le développement de l'économie des plateformes (emplois et conditions de travail, protection des données personnelles, concurrence de marché...) étant toujours en cours. Ainsi, le 14 mars, le [WSJ rapportait](#) que Tencent fait face à des amendes élevées en raison d'infractions aux règles anti-blanchiment d'argent (*via* ses services de paiement comme WeChat Pay). Le 15 mars, l'Administration chinoise du cyberspace (CAC) a accusé Douban (plateforme de réseau social, 200 M d'utilisateurs) de créer un « chaos en ligne » sévère, le marquant comme une cible potentielle des régulateurs. Des [rumeurs](#) de licenciements à Alibaba (20 % des effectifs), ainsi qu'à [Tencent](#) (20 %) circulent par ailleurs.

Economie numérique : la charge de la protection des mineurs en ligne incombe majoritairement aux plateformes, mais s'inscrit dans un effort commun

Le 15 mars, la CAC a publié un projet [de réglementation visant à protéger les mineurs en ligne](#). Il s'agit d'un projet plutôt complet, requérant des efforts de plusieurs parties :

- (i) Les plateformes sont tenues de : créer des comités indépendants de protection des mineurs, permettre de conserver des preuves de « *cyberbullying* », ne pas disséminer d'informations portant atteinte à la santé physique et mentale des mineurs, exiger le consentement des parents avant le traitement d'informations personnelles d'un mineur de moins de 14 ans, etc. ;

² Les entreprises explicitement nommées sont Yum China (opérateur de KFC en Chine), BeiGene, Zai Lab et HutchMed (trois entreprises de biotechnologies), ainsi qu'ACM Research (semi-conducteurs).

- (ii) Les fabricants de terminaux mobiles, tablettes, etc., doivent pré-installer des outils de protection de mineur ;
- (iii) Le ministère de l'Éducation doit introduire des sensibilisations aux outils numériques dans les curriculums scolaires.

Enfin, la CAC préconise le développement de logiciels et services spécifiquement conçus pour les mineurs. Les représentants légaux et familles des mineurs sont également encouragés à faire respecter les droits des mineurs dont ils ont la charge.

Economie numérique : l'Administration d'Etat pour la réglementation du marché (SAMR) se félicite de son premier bilan 2021

Le 14 mars, la SAMR a publié son [premier bilan 2021](#) de réglementation de la concurrence. Plusieurs chiffres sont ainsi donnés, attestant de son activité qui devrait aller croissante : imposition d'amendes pour un montant total de 23,5 Mds CNY (3,4 Mds EUR) ; traitement de 176 cas de monopoles ; enquête de 727 cas de concentrations illégales ; amendes dans 107 cas d'entreprises refusant de dévoiler leurs opérations de concentration, etc.

Semi-conducteurs : la Commission nationale de réforme et de développement (NDRC) finalise la liste d'entreprises remplissant les conditions pour des abattements fiscaux

Selon [la liste finale](#) de la NDRC, les entreprises remplissant les conditions sont :

- Les entreprises fabriquant des puces logiques, dont la finesse de gravure est inférieure à 28nm, 65nm ou 130nm (selon l'application) ;
- Les entreprises fabriquant des puces analogiques et mémoires, dont la finesse est inférieure à 0,5 µm, et fabriquant des galettes (*wafers*) de plus de 8 pouces de diamètre.

En outre, ces entreprises doivent être enregistrées en Chine ; au moins 30% de leurs employés doivent avoir un diplôme de niveau licence ; leurs activités doivent s'appuyer sur de la PI qui leur est propre ; leur CA lié aux puces doit représenter plus de 60% du CA total ; et elles ne doivent pas faire état de problèmes majeurs de sécurité de production.

Les critères établis par cette liste finale permettent de mieux cibler les projets d'investissements afin d'éviter les dérives liées à une mauvaise allocation des subventions, régulièrement observées pour le secteur des semi-conducteurs en Chine.

Internet : l'Internet Society of China inaugure la première réunion de son Comité de travail sur la gouvernance d'internet

L'Internet Society of China (ISC), association notamment en lien avec les instances de l'ONU sur les sujets liés à la gouvernance d'internet, a créé, en lien avec le ministère des Affaires étrangères, un comité de travail pour la gouvernance d'internet. Celui-ci a tenu sa [réunion inaugurale](#) le 16 mars. La réunion a été présidée par M. SONT Maoen, secrétaire général adjoint de l'ISC.

Lors de la réunion, M. Wang Lei, coordinateur des affaires de réseau du Ministère des affaires étrangères, a émis trois orientations pour les futurs travaux du Comité de travail : promouvoir le narratif et les avancées numériques chinoises ; promouvoir un esprit d'ouverture et de coopération ; favoriser les échanges et la coopération internationale. A l'occasion de la création de ce Comité de travail, des règles de travail, ainsi que des mesures pour l'élection de l'organisation dirigeante devraient être établies.

Alors qu'une [douzaine de pays](#) en Asie et en Afrique ont déjà établi des liens avec les autorités chinoises en matière de cybersécurité et de surveillance numérique, la création de ce Comité de travail, et la forte dimension internationale ressortant de sa réunion inaugurale, suggèrent une intensification à venir de la promotion d'une vision chinoise de la gouvernance d'internet et de la cybersécurité dans les enceintes multilatérales.

Plus de 40 représentants des membres d'institutions et d'entreprises ont participé à cette réunion inaugurale, dont des représentants d'institutions de recherches (Académie chinoise des sciences, université de Tsinghua), des centres de recherche (CAICT, CNIC), mais aussi des entreprises privées telles que Alibaba, Baidu, Huawei, ou encore Kuaishou.

International : ZTE est convoqué devant un tribunal fédéral américain en raison d'une possible infraction à sa période de probation, qui doit prendre fin le 22 mars

ZTE fait face à des [accusations de fraude](#) de visas aux Etats-Unis, selon lesquelles plusieurs citoyens chinois seraient entrés sur le territoire américain avec des visas « J-1 » pour conduire des recherches notamment à la *Georgia Institute of Technology*. Selon les accusations, ces derniers travaillaient en réalité pour le compte de ZTE dans le New Jersey. Il s'agirait dès lors, selon un agent du FBI ayant témoigné devant un tribunal fédéral le 14 mars, d'une infraction à sa période de probation s'étendant jusqu'au 22 mars, conclue dans le cadre d'un accord de plaider en 2017.

En 2017, ZTE avait en effet plaidé coupable d'avoir transféré illégalement de la technologie américaine à l'Iran et à la Corée du Nord. L'entreprise de télécommunications était alors entrée en période probatoire (avec engagement à ne pas commettre d'autres crimes), étendue jusqu'au 22 mars 2022.

La défense de ZTE dans cette affaire s'attache à dissocier la branche dirigée par Yu Jianjun, ancien directeur de recherche à ZTE (New Jersey), de la compagnie-mère ZTE.

Matières premières : les échanges au *London Metal Exchange* (LME) reprennent après la flambée du cours du nickel, consécutive aux spéculations du groupe Tsingshan

Alors que le nickel s'échangeait à 30 000 USD la tonne le 7 mars, son cours est passé à 100 000 USD le lendemain à l'ouverture, poussant le LME à suspendre la cotation dès 8h15. Le cours s'est ensuite stabilisé à 80 000 USD la tonne.

Quelques semaines auparavant, Xiang Guangda, à la tête de Tsingshan Holding, premier acteur mondial de l'acier inoxydable et de nickel, avait misé sur une chute des cours du cours *via* des prises de position *short* (ventes à découvert), et ce malgré la forte demande pour ce métal nécessaire notamment aux batteries dans les véhicules électriques. Néanmoins, la guerre en Ukraine a fait flamber le prix du nickel, la Russie en étant le troisième

producteur mondial, et le premier producteur de nickel de classe 1. En conséquence, le LME a requis de Tsingshan soit la livraison du métal physique ([150 000 tonnes estimées](#) ; impossible étant donné que Tsingshan produit essentiellement du ferronickel), soit le paiement de ses appels de marge, soit le rachat de ses positions.

Le 15 mars, Tsingshan a finalement indiqué être parvenu à un accord avec un consortium de banques, afin de discuter du déblocage de « liquidités » pour des garanties au LME. Ses [pertes sont estimées à 3 Mds USD](#). Dans la foulée de l'annonce de cet accord, le LME a rouvert le marché du nickel le 16 mars, avec une limite de variation journalière de 5 %.

Fondé en 1992 par Xiang Guangda, Tsingshan est le plus grand fabricant mondial d'acier inoxydable, le groupe faisant figure de pionnier dans le développement de la production de fonte brute de nickel (*nickel pig iron*), une technologie très compétitive en termes de coût.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Transport aérien : Shanghai interdit les vols internationaux des compagnies chinoises jusqu'au 1^{er} mai

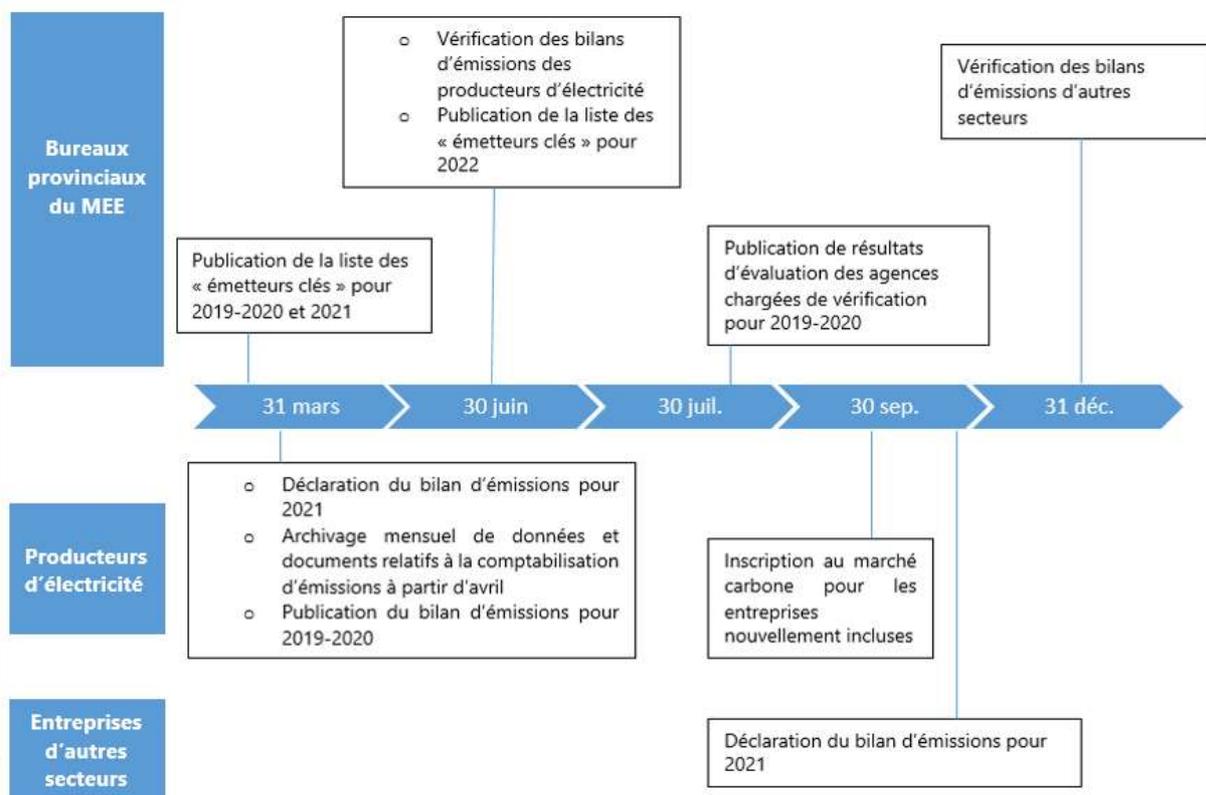
Face au rebond le plus important de la contamination au COVID-19 depuis deux ans, l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) a [annoncé](#) le 15 mars le déroutement de l'aéroport de Shanghai Pudong PVG de toutes les liaisons internationales opérées par les compagnies chinoises entre le 21 mars et le 1^{er} mai (soit 106 vols, reliant Shanghai à 22 villes étrangères, dont Paris). Cette mesure concerne les compagnies China Eastern Airlines, Air China, Shanghai Airlines, Juneyao Air et Spring Airlines. Ainsi, le vol hebdomadaire China Eastern MU570 entre Paris CDG et Shanghai PVG sera opéré pour plusieurs semaines à l'aéroport de Taiyuan (TCY), dans la province du Shanxi. Il est sera de même pour les liaisons de China Eastern depuis Amsterdam ou Francfort (déroutées à Chengdu) ou de New-York (qui atterriront à [Fuzhou](#)). Cette décision est en partie motivée par la saturation des capacités des hôtels désignés de quarantaine, ne permettant pas d'organiser l'accueil du flux de passagers internationaux à Shanghai, dans le contexte d'une [évolution](#) de la doctrine sanitaire sur le traitement des personnes asymptomatiques infectés au COVID-19 (mis à l'isolement dans les hôtels et non plus conduits à l'hôpital). [Selon un expert](#) d'un institut proche de la CAAC, depuis la quasi-fermeture des frontières il y a deux ans, Shanghai est destinataire de 40 % de tous les vols internationaux autorisés vers la Chine, et de 50 % de la totalité des passagers entrants.

Cette mesure rappelle celle mise en place deux ans plus tôt pour les vols internationaux réguliers à destination de Pékin, également déroutés vers d'autres villes. En septembre 2020, Air China et Hainan Airlines ont été autorisés à reprendre moins d'une douzaine de liaisons internationales à destination de Pékin, mais les compagnies étrangères en sont toujours exclues à ce jour (hors acheminement de passagers pour événements spéciaux, comme lors des Jeux Olympiques et Paralympiques). Pour le moment, à Shanghai, les compagnies étrangères (dont Air France KLM) sont exemptées d'opérer des déroutements, qui seraient de toutes les façons extrêmement difficiles à mettre immédiatement en œuvre pour des transporteurs ne disposant pas en Chine des ressources humaines, commerciales et matérielles équivalentes à leurs concurrents chinois, ni des autorisations nécessaires pour une autre ville. Les nouvelles restrictions appliquées à Shanghai, présentées comme temporaires, s'ajoutent aux multiples complications existantes pour la continuité du transport aérien international vers la Chine, comme les suspensions des liaisons régulières prononcées contre les compagnies jugées coupables de transporter un trop grand nombre de passagers dépistés positifs au COVID-19 à leur arrivée en Chine ou pendant leur quarantaine (mesures qui ont conduit à de nombreuses annulations en début d'année, voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 10 janvier](#)), ou récemment la nécessité d'opérer sur de nouvelles routes contournant l'espace aérien russe (imposant des durées de vols plus longues pour passagers et équipages, voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 28 février](#)).

Les perturbations dans le trafic aérien concernent également les liaisons intérieures. [Selon](#) le cabinet chinois VariFlight, 800 vols ont été annulés lundi dernier à Shanghai Pudong (sur les 825 vols quotidiens programmés en février) et 500 à celui de Hongqiao (sur 575 vols quotidiens programmés en février). Depuis le début du mois de mars, Shanghai Pudong a vu son trafic effacé de moitié par rapport aux vols programmés (-52 %). Hongqiao est également en baisse (-39 %), de même que celui de la ville voisine de Hangzhou (-37 %). Dans le sud du pays, Shenzhen a perdu 67 % de son trafic pendant la quinzaine, tandis que Canton est en retrait de 36 %. Dans le nord de la Chine, les autorités locales ont [fermé](#) l'aéroport de Shenyang le 15 mars, suite à la découverte d'un employé diagnostiqué positif au COVID-19, afin d'organiser le dépistage et le suivi de santé des 4000 autres membres du personnel.

Marché carbone : alors que le deuxième cycle de conformité débute et que l'extension du marché se précise, la lutte contre la fraude sur les données d'émissions demeure une préoccupation réelle pour les autorités

Le ministère de l'Écologie et de l'Environnement (MEE) a publié le 15 mars une [circulaire](#) sur la gestion des bilans d'émissions de gaz à effet de serre des entreprises, accompagnée des manuels actualisés concernant la comptabilisation des émissions. La circulaire détaille les modalités de déclaration et de vérification des rapports d'émissions avec un calendrier précis (voir le graphique ci-dessous) établi pour les acteurs concernés. Les producteurs d'électricité dont les émissions annuelles sont supérieures à 26 000 t-éq-CO₂ en 2020 et/ou 2021 sont tenus de soumettre leur bilan d'émissions pour 2021 sur la [plateforme du MEE](#) avant le 31 mars. La date de limite de soumission de rapport est fixée au 30 septembre pour les entreprises de sept autres secteurs qui ne sont pour l'instant pas couverts par le marché national, mais qui pourraient l'être à l'avenir : matériaux de construction, sidérurgie, métallurgie des métaux non ferreux, pétrochimie, chimie, papeterie, aviation civile. Les bureaux provinciaux du MEE chargés de la distribution de quotas, quant à eux, doivent procéder à un réexamen de tous les rapports d'émissions et à une inspection des agences de vérification en réponse à la multiplication des cas de fraude sur les données d'émissions. Sera rendue par ailleurs publique le 30 juin la nouvelle liste des « émetteurs clés » incluant toutes les entreprises couvertes par le deuxième cycle de conformité du marché national de carbone chinois.



[Selon](#) le site de presse spécialisée *Carbon Brief*, la publication de cette circulaire marque le commencement officiel des travaux de préparation pour la deuxième période de conformité, donnant un signal fort que le marché

national s'étendrait à d'autres secteurs dès cette année, qui, depuis son lancement en juillet dernier, ne couvre que le secteur de la production d'électricité. Les industries des matériaux de construction et des métaux non ferreux s'avèrent les plus susceptibles d'être couvertes en premier.

Par ailleurs, le ministère met l'accent sur la vérification de l'authenticité des données, la fraude aux données constituant l'une des plus grandes menaces pour la tarification du carbone, d'après l'[analyse](#) du think tank *Trivium*. En effet, le MEE a publié la veille de la circulaire susmentionnée un [communiqué](#), accusant 4 agences de vérification d'avoir commis des fraudes sur les données d'émissions pour des entreprises assujetties au marché carbone.

Le communiqué précise que les fraudes par les vérificateurs recouvrent une variété de pratiques, notamment la non-conformité de procédures de vérification, la manipulation de données ou encore la falsification de échantillons et la fabrication intégrale de rapports. Il ne pointe du doigt qu'un seul client du vérificateur *Green Tech (Zhongtan Nengtou)* mais indique qu'un bon nombre d'entreprises sont également concernées, sans citer de noms, ce qui, selon le [reportage](#) de Caixin, jette le trouble sur les grandes sociétés d'Etat qui ont travaillé avec le vérificateur, comme le géant de l'énergie *China Huadian* ou *China Resources Holdings*.

Le ministère réitère dans son communiqué que « des données exactes et fiables représente la pierre angulaire pour assurer un fonctionnement normalisé et efficace du marché carbone ». Bien qu'aucune sanction spécifique n'ait été annoncée pour le moment, le MEE a déjà demandé à ses bureaux locaux de faire preuve de prudence pour confier des travaux de vérification aux agences accusées et a déployé une série de mesures afin d'éviter la reproduction de fraude.

Urbanisation : publication du 14^e plan quinquennal pour le développement technologique de la planification urbaine et de la construction

Le Ministère du logement et du développement urbain et rural (MoHURD) a publié un plan quinquennal sur le développement technologique de la planification urbaine et de la construction, visant à contribuer à l'atteinte du pic de carbone et à améliorer la qualité de vie. Le plan a pour objectif d'obtenir des « avancées importantes » dans le domaine des technologies vertes, de l'énergie bas carbone (tel que le solaire, l'éolien, la géothermie et la récupération de la chaleur fatale), des systèmes de suivi des émissions carbone ou encore des méthodes de construction verte.

Le plan promeut également la recherche et développement dans les secteurs de la ville intelligente, et notamment les réseaux numériques pour le suivi des infrastructures et des services publics, les systèmes de modélisation BIM (Building Information Modeling) et CIM (City Information Modeling) ainsi que l'intégration des technologies de prévention pour l'atténuation des catastrophes urbaines. Pour répondre à ces objectifs, le plan vise la mise en place de centres et de laboratoires d'innovation technologique et de consortium d'innovation. Le plan ne comporte pas d'objectifs chiffrés.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Actualités régionales

Shanghai : accélération du lancement des applications liées au métavers

A la suite des Deux Assemblées (Lianghui), la ville de Shanghai a annoncé son souhait d'accélérer le développement des applications liées au métavers, en étant la première ville du pays à inscrire le métavers dans son plan à long terme. Plusieurs applications industrielles du métavers seront mises en œuvre cette année à Lingang (zone économique spéciale de Pudong), afin de stimuler l'innovation, l'économie numérique et la création d'un écosystème du métavers. Les technologies concernées comprennent notamment les jumeaux numériques, la modélisation 3D, les services de localisation, la conduite autonome et la réalité virtuelle. Parmi les applications récentes figurent des expériences immersives dans les musées ou encore la première campagne de recrutement début mars du Shanghai Data Exchange Center. Le Centre a créé un "hall métavers" permettant aux candidats d'explorer les entreprises et les descriptions de poste en ligne.

Source : ([Shine1](#)) ([Shine2](#)) ([Shine3](#))

Jiangsu: Le taux d'urbanisation dans le sud du Jiangsu a atteint 82,6 %

En 1978, le taux d'urbanisation de la Chine était de 17,9 % ; en 2021, ce taux est passé à 64,7 %, ce qui représenterait le processus d'urbanisation le plus important et le plus rapide au monde. Le Jiangsu est l'une des provinces où l'urbanisation est la plus rapide et de meilleure qualité en Chine, avec un taux d'urbanisation de 73,9 % (82,6 % dans le sud, 70,5 % au centre et 64,8 % au nord respectivement), dépassant la moyenne nationale de 9,2 pt. La zone de Jiangsu Ningxi-Changjian a été choisie comme l'une des premières zones pilotes nationales pour l'intégration et le développement urbain-rural, et la ville de Wuxi Luoshe a été choisie comme pilote national pour l'amélioration de la gestion des terres. La neutralité carbone est également une question prise en compte dans le processus d'urbanisation. Wuxi envisage ainsi de créer une ville pilote nationale pour la neutralité carbone dans les domaines tels que de la construction urbaine et rurale verte, les énergies propres, les transports verts et les puits de carbone écologiques.

Source : ([ShanghaiObserver](#))

Shanghai : Le premier partenaire commercial de Shanghai est l'Union Européenne

Selon les douanes de Shanghai, au cours des deux premiers mois de 2022, Shanghai a enregistré des importations et exportations pour un montant de 674,5 Mds CNY, soit une augmentation de 22 % par rapport à la même période de 2021. Les exportations ont atteint 279,5 Mds CNY (+ 24,5 %) et les importations 395 Mds CNY (+20,3 %), le déficit commercial se creusant de 11,3 % à 115,5 Mds CNY.

Le premier partenaire commercial de Shanghai est l'Union Européenne avec 130,9 Mds CNY d'échanges, ce qui représente une part de 19,4 % dans le commerce extérieur de la ville. Les autres partenaires sont, dans l'ordre, l'ASEAN (91,1 Mds CNY) avec 13,5 % des échanges, les Etats-Unis (83,7 Mds CNY) avec 12,4 % et le Japon (63,3 Mds CNY) avec 9,4 % du total des échanges.

Les exportations d'automobiles, de téléphones mobiles et de batteries lithium-ion ont connu une croissance particulièrement forte. Shanghai a exporté 194,7 Mds CNY de produits mécaniques et électriques (+25,1 %), soit 69,7 % de la valeur totale des exportations de la ville. Les produits à forte intensité de main-d'œuvre ont représenté 30,9 Mds CNY (+4,2 %), dont 10,2 Mds CNY (+4,9 %) pour les exportations de vêtements et d'accessoires. Les importations de circuits intégrés ont également connu une croissance importante, avec 117,6 Mds CNY de produits de haute technologie (+16,9 %), représentant 29,8 % de la valeur totale des importations de la ville.

Source : ([The paper](#))

Chengdu-Chongqing : la CAAC veut faire des deux villes un ensemble aéroportuaire « de classe mondiale »

L'Administration de l'Aviation civile a publié le 15 mars « [l'Avis d'orientation sur l'accélération de la construction d'un cluster aéroportuaire de classe mondiale de Chengdu-Chongqing](#) ». Conçu dans le cadre du Cercle économique Chengdu-Chongqing, cet ensemble de directives fixe des objectifs pour 2025 et des perspectives à l'horizon 2035.

Reconnaissant le manque de développement de la fonction de hub international de la région en dépit de l'existence de trois aéroports internationaux, l'Avis insiste en particulier sur la construction d'infrastructures de soutien au développement aéroportuaire, l'interconnexion et l'intermodalité de ces infrastructures. Les capacités de contrôle aérien devront être augmentées et la construction d'aéroports de petite et moyenne dimension accélérée. Le niveau de service fourni sera amélioré, pour le transport de passagers comme pour la logistique. Un centre d'innovation technologique de l'aviation civile sera créé. Les services régionaux de l'aviation civile devront accroître leur coopération et leur coordination, en axant celles-ci sur les besoins du marché.

Ces mesures doivent aboutir en 2025 à une capacité annuelle de 3,7 millions de tonnes pour le cargo et de 210 millions de passagers.

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Emploi : le taux de chômage progresse en février 2022, atteignant désormais 4,5 %

Le taux de chômage a augmenté de 0,6 % au cours du trimestre glissant décembre 2021 - février 2022, atteignant 4,5 %, après presque 12 mois de baisses consécutives. Cette hausse du chômage fait suite à la forte accélération de la circulation épidémique enregistrée à Hong Kong en ce début d'année, ayant notamment conduit à la fermeture de nombreux commerces. De fait, le secteur du commerce de l'hôtellerie et de la restauration a été l'un des plus affectés au cours de la période, avec un taux de chômage de 6,9 % en hausse de 1,4 % par rapport à la période précédente. L'emploi dans le secteur de la construction se dégrade également avec une hausse de 1,5 % du taux de chômage à 6,2 %.

Départs : la tendance s'accélère au cours des deux premières semaines de mars

Les données du Département hongkongais de l'immigration font état de 43 200 départs nets au cours des deux premières semaines de mars (50 505 départs pour 7 305 arrivées). Au mois de février, les départs nets s'étaient élevés à 71 354, après 15 252 en janvier, contre un total de 23 600 départs nets en 2021.

Bourse : les entreprises chinoises cotées à Hong Kong enregistrent leur plus forte baisse journalière depuis 2008, avant de rebondir en milieu de semaine

L'indice HSCEI (*Hang Seng China Enterprises Index*), regroupant les 50 plus importantes capitalisations chinoises de la bourse de Hong Kong a marqué sa plus forte contraction journalière depuis novembre 2008 au cours de la séance du 14 mars, se repliant de 7,2 %. Le HSTECH (Hang Seng Tech Index), regroupant les sociétés du secteur technologique cotées à Hong Kong se contractait dans le même temps de 11 %, soit sa pire séance depuis le lancement de l'indice en juillet 2020. Le HSI, indice de référence de la bourse de Hong Kong (64 plus importantes capitalisations de la bourse de Hong Kong), a de son côté marqué un repli de 4,97 %. Parmi les sociétés les plus affectées à l'issue de cette journée de forte baisse figurent plusieurs sociétés de la *tech* chinoises : -10,9 % pour Alibaba, -16,8 % pour Meituan ou encore -9,8 % pour Tencent.

Cet épisode de forte baisse des valeurs cotées à Hong Kong s'est poursuivi au cours de la séance du 15 mars, le HSI marquant une nouvelle baisse de 5,7 %, le HSCEI se repliant de 6,6 % et le HSTECH de 8,10 %. Au cours de la semaine précédente, le HSI s'était déjà contracté de 6,2 %, portant sa contraction cumulée depuis le début de l'année 2022 à 20,9 % à ce jour (-13 % dans le même temps pour le S&P 500, -15,2 % pour l'Euro Stoxx 50, 15,7 % pour le Shanghai Composite Index).

La forte baisse des titres cotés à Hong Kong au cours de ces derniers jours est l'effet d'une conjonction de facteurs négatifs pesant sur le sentiment des investisseurs : au contexte géopolitique, se sont ajoutées les craintes des investisseurs quant au risque règlementaire porté par les entreprises chinoises cotées à New York, après que le régulateur américain SEC a averti la semaine dernière 5 d'entre elles qu'elles seraient susceptibles d'être délistées aux Etats-Unis en application du *Holding Foreign Companies Accountable Act* si elles refusaient de soumettre leurs

documents d'audit à l'organisme public en charge du contrôle des audits des entreprises cotées américaines. 4 d'entre elles (BeiGene, Yum China Holdings, Zai Lab Limited, ACM Research, HUTCHMED China Limited), également cotées à Hong Kong ont ainsi vu leur cours s'y contracter fortement à l'issue de cette annonce. Autre facteur pesant sur les sociétés chinoises (qu'elles soient cotées à Hong Kong ou onshore), l'accélération de la circulation épidémique en Chine continentale (5 280 cas enregistrés au cours de la journée du 14 mars, soit le nombre le plus élevé depuis le début de l'épidémie à Wuhan en février 2020).

Cette tendance à la baisse s'est inversée en milieu de semaine, le HSI reprenant 17 % à l'issue des séances du 16 et 17 mars, avant de reperdre près de 2 % à la mi-journée du 18 mars.

Macao

Tourisme : baisse du nombre de visiteurs de 5,6 % en février

Le nombre de visiteurs à Macao a augmenté en février de 53,5 % en g.a mais a chuté de 5,6% par rapport au mois précédent à 655 505 personnes (dont 609 249 en provenance de Chine), en raison de la reprise épidémique en Chine. Les arrivées ont augmenté de +37,2 % en g.a (1 349 935 personnes) au cours des 2 premiers mois de l'année.

Les visiteurs chinois (à l'exception de certaines villes en Chine touchés par l'épidémie) sont actuellement exemptés de quarantaine mais doivent toujours présenter un test COVID-19 négatif de moins de 7 jours pour les arrivées par avion et de moins de 24 heures pour les arrivées en provenance de la ville frontalière du Zhuhai à partir du 18 mars 2022.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Taux d'intérêt : la CBC relève ses taux directeurs et revoit ses prévisions de croissance à la hausse

Lors de la dernière réunion de politique monétaire du 17 mars, la Banque centrale de Taïwan (CBC) a annoncé, après un gel depuis mars 2020, une hausse de ses taux directeurs d'un quart de point (0,25 %), à 1,375 % (*discount rate*), 1,75 % (*rate on refinancing of secured loans*), 3,625% (*rate on temporary accommodations*). La décision de la CBC suit celle de la FED même si l'inflation constatée à Taïwan en février (2,36 %) était nettement inférieure à celle des USA (7,9 %). Elle justifie cette hausse par les tendances inflationnistes, la CBC anticipe un taux d'inflation (CPI) de 2,37 %, contre 1,59 % précédemment publié, et de 1,93 % hors énergie et fruits et légumes (Core CPI), mais également par les conséquences de l'agression russe en Ukraine et le rebond de l'activité des services. La CBC a également revu à la hausse ses prévisions de croissance pour 2022 à 4,05 % contre 4,03 % annoncées en décembre 2021. Pour mémoire, la Direction Générale du Budget, de la comptabilité et des statistiques (DGBAS) anticipe dans ses dernières prévisions du 24 février, une croissance en 2022 de 4,42 % et un taux d'inflation de 1,93 %.

Croissance : impact négatif anticipé de la hausse du prix du pétrole sur l'économie taïwanaise

Lors d'une audition au Yuan législatif, [le vice-gouverneur de la banque centrale \(CBC\), Dr YEN Tzung-Ta, a indiqué que l'inflation devrait progresser entre 0,5 et 0,7 % en 2022](#) si le prix du baril de pétrole venait à atteindre 110 USD (contre 85 USD en février dernier), et entraîner une baisse de l'ordre de 0,3 % du PIB. Selon le vice-gouverneur YEN, la pression sur l'inflation serait plus importante que celle exercée sur le commerce extérieur ou sur l'exposition financière, en raison du volume faible des échanges commerciaux avec la Russie (0,7 % du total, soit près de 5 Mds USD). D'après le *Bureau de l'énergie* (BOE) du Ministère des affaires économiques (MOEA), 9,7 % des importations taïwanaises de gaz et 14,6 % de celles de charbon proviennent de Russie. L'exposition des institutions financières taïwanaises à la Russie et à l'Ukraine représente moins de 1 % de leurs actifs. Du côté du Comité National de Développement (NDC), le ministre KUNG Ming-Hsin estime que l'inflation pourrait atteindre 2,5 %, si le prix du baril du pétrole venait à augmenter de 30 % d'ici la fin d'année. Taïwan tablait jusqu'ici, selon les dernières prévisions de la DGBAS, sur une croissance économique de 4,42 % et une inflation de 1,93 % en 2022.

Energie : Taïwan juge stable son approvisionnement en GNL, malgré les sanctions économiques contre la Russie

Le MOEA a récemment indiqué dans un rapport qu'[en 2021, 71 % des achats de gaz naturel liquéfié \(GNL\) avaient été réalisés sous contrats à moyen et long terme](#), principalement avec l'Australie et le Qatar, la Russie étant le troisième fournisseur de GNL de l'île avec une part de 9,7 % des importations. Le MOEA a précisé que le dernier contrat d'achat avec la Russie expirait en mars 2022. D'autres sources d'approvisionnement, comme les États-Unis, avaient déjà été identifiées. M. LEE Shun-Chin, Président de la Chinese Petroleum Corp., a souligné de son côté que, si le prix du baril de pétrole augmentait à 150 USD, les pertes du groupe public s'élèveront à environ 500 Mds TWD (17,5 Mds USD).

Secteur financier : forte rentabilité des fonds de pensions en 2021 grâce aux valeurs de la Tech

Le ministère du Travail (MOL) a annoncé que [plusieurs caisses de retraite ont affiché une rentabilité de leurs placements en 2021](#). Ainsi, les fonds gérés par le MOL (5 107 Mds TWD près de 165 Mds EUR) ont enregistré des gains cumulés de 451,1 Mds TWD (14,5 Md EUR) fin décembre 2021 contre 316,4 Mds TWD en 2020. La Caisse du travail (*Labor Pension Fund*), lancée en juillet 2015, a affiché un rendement de 9,66 % (gains de 283,6 Mds TWD soit 9,1 Mds EUR), tout comme la Caisse des pensions de retraite (*Labor Retirement Fund*) qui a également enregistré un rendement positif de 11,22 % (92,1 Mds de gains soit près de 3 Mds EUR), et la Caisse d'assurance-emploi (*Labor Insurance Fund*) de 9,71 % (73 Mds TWD). Le MOL a indiqué que 20 % de ces trois fonds ont été investis en 2021 dans des entreprises cotées au TAIEX telles que TSMC (25,73 % des investissements totaux), Delta Electronics (3,15 %), Chunghwa Telecom (3 %), Fubon Financial Holding (2,94 %), Unimicron Technology (2,92 %), MediaTek (2,84 %), Cathay Financial Holding (2,82 %) et Hon Hai Precision (2,64 %) avec une rentabilité d'un peu plus de 30 %.

Guerre en Ukraine : la Ministre de l'économie évoque le retrait potentiel d'Asus de Russie

[La Ministre de l'économie](#), WANG Mei-hua, qui s'exprimait devant la commission des affaires économiques du Yuan législatif, a déclaré que même si elle n'était pas en mesure de commenter les décisions [des entreprises privées](#), elle comprenait que le groupe Asus envisage de se retirer de Russie. Cette dernière représentait un peu moins de 5 % des ventes de notebook du groupe en 2021. Par [communiqué de presse du 14 mars](#), Asus a annoncé la suspension de ses livraisons vers la Russie, cette décision faisant suite à la demande du Vice Premier Ministre ukrainien et Ministre de la Transformation numérique, Mykhailo Fedorov, [publiée via le réseau twitter](#). Selon certaines analyses, le conflit actuel pourrait amener à une accélération du [découplage technologique](#) avec la Russie et la Chine. Alors que la Russie représente moins de 1 % des exportations taiwanaises de produits électroniques, certaines [entreprises taiwanaises](#) pourraient être par ailleurs confrontées à des créances irrécouvrables et à des problèmes de trésorerie, conséquence directe ou indirecte des sanctions économiques (exclusion de la Russie du système de paiement international SWIFT, embargo sur les exportations de semi-conducteurs vers la Russie...). Par ailleurs, la Russie occupe une part importante dans [les exportations de produits](#) tels que le gaz néon (70 %), le palladium (37 %) et le nickel (9 %), composants essentiels utilisés dans la production de semi-conducteurs et de batteries de véhicules électriques. Selon Natixis, cette part critique dans les chaînes d'approvisionnement pourrait avoir une incidence sur les coûts si la Russie venait à en restreindre les exportations.

Semi-conducteurs : GlobalWafers annonce la construction d'une nouvelle usine de wafers en Italie

Suite à l'échec du rachat de Siltronic en Allemagne, [GlobalWafers](#), troisième fournisseur mondial de plaquettes de silicium, a annoncé [qu'une nouvelle usine allait voir le jour au second semestre 2023](#) en Italie, où le groupe est déjà présent via MEMC SPA. Ce projet d'extension [situé à Novara](#), va permettre à GlobalWafers de répondre à la demande croissante de ses clients. La construction de cette usine de fabrication 12 pouces, première en Italie, reste conditionnée à l'octroi de subventions du gouvernement italien et de l'UE. Pour mémoire, le projet italien

fait partie du « plan B » de GlobalWafers d'investir 100 Md TWD (3,2 Mds euros) dans de nouvelles capacités de production en Europe, au Japon, en Corée du Sud et aux Etats-Unis.

Covid-19 : Foxconn ferme son site à Shenzhen en raison du confinement

Suite au confinement de la ville de Shenzhen, [Foxconn y a annoncé l'interruption de ses activités](#). De manière générale, les fournisseurs taiwanais d'Apple sont fortement impactés dans le delta de la Rivière des Perles (Shenzhen, Dongguan...). La presse évoque le chiffre de [6 000 entreprises taiwanaises touchées](#), dont [une soixantaine listées](#), présentes notamment dans le secteur du cycle, des PCB, composants passifs etc...

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet
Rédacteurs : Thomas Carré, Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Baptiste Gosson-Brion, Orhan Chiali, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, Camille Paillard, Hu Haowei, Julien Boudet, François Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau, Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Pascal Millard, Julien Defrance

Revu par : Axel Demenet

Pour s'abonner : camille.paillard@dgtresor.gouv.fr